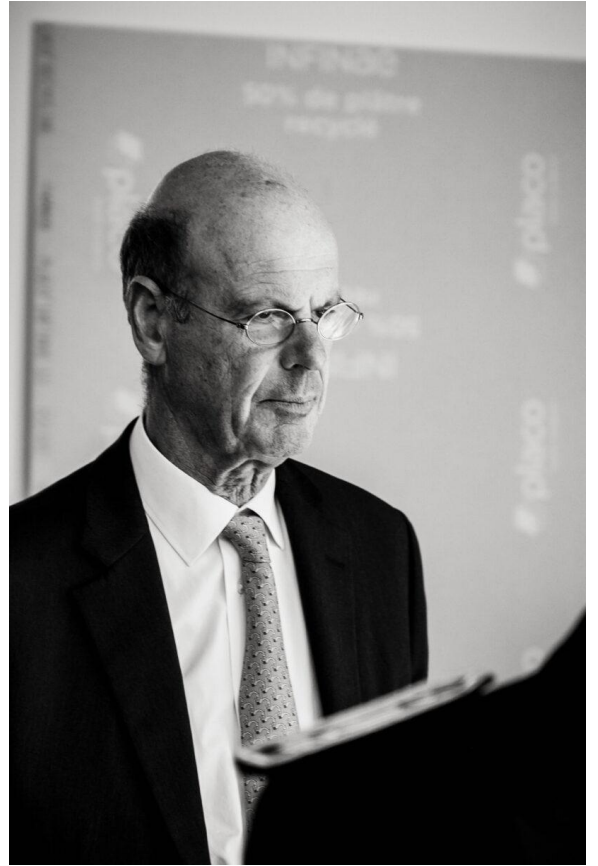


Une prophétie contre la « vassalisation lugubre »

AUTEUR Gilles Gressani

IMAGE © Nicolas Messyasz

DATE 8 juin 2026



Selon l'ancien ministre de l'Économie, la « mémoire mythifiée de l'Europe des Six » peut être le point de départ d'une petite fédération pour tenir dans le monde de Trump, Xi et Poutine.

Entretien sur le futur du continent.

Vous avez choisi d'explorer un thème classique de l'humanisme européen (la prophétie), qui reste plutôt rare pour un ancien ministre de l'Économie. Pourquoi imaginer l'Europe de 2050^① ?

Éric Lombard – Nous sommes le produit d'une prophétie manquée. Contrairement à ce que beaucoup d'entre nous croyaient, l'histoire n'est pas finie, du moins pas comme Francis Fukuyama nous le promettait en 1989 dans son article fameux, « La fin de l'histoire ? ».

J'ai donc réfléchi à la question posée par Olivier Blanchard et le Center for Economic Policy Research et je me suis demandé non pas ce que serait « la » fin de l'histoire, mais à quoi pourrait ressembler la fin de « notre » histoire.

À quoi ressemblerait-elle ?

Imaginez : nous sommes en 2050. L'héritière de Poutine, affectueusement surnommée la Tsarine par la plupart des Russes, contemple depuis son bureau du Kremlin la carte de son empire. Elle a réalisé le rêve de Poutine : restaurer la Russie dans les frontières de l'URSS, qu'il considérait comme les frontières naturelles de l'Empire russe.

Pour y parvenir, il aura fallu que les États-Unis se retirent définitivement des affaires européennes tout en continuant de nous vendre des services numériques de plus en plus chers. L'Europe sera ainsi revenue à cette double dépendance qui avait tant coûté à l'Allemagne dans les années 2020 : la Chine pour les biens, la Russie pour l'énergie.

Les piliers du multilatéralisme disloqués, le darwinisme a repris ses droits dans l'ordre international.

Qu'en est-il de l'Union européenne ?

Elle n'est plus que l'ombre d'elle-même, une guilda de marchands divisés dont le pacifisme est alimenté par des puissances hostiles.

La division est partout en Europe de l'Ouest. Le dynamisme du Nord a définitivement fragmenté le Sud.

La France se retrouve coincée entre les deux et s'appauvrit. Les autres membres de l'Union ont accepté qu'elle ne se conforme plus aux traités afin d'empêcher qu'elle les quitte, tant elle fait face à des mouvements de contestation de plus en plus violents. L'inertie a gagné, le mot « réforme » est proscrit, les contraintes externes réduisent les moyens de l'État et mettent toute la société sous pression. Les générations plus jeunes paient le prix de l'inconséquence des *baby-boomers*. Les cigales ont fait de leurs enfants des fourmis, leur reine est à Moscou.

Pourquoi s'intéresser à ce scénario lugubre ? Pensez-vous qu'il est probable, voire inévitable ?

Non, l'avenir de l'Europe peut encore être radieux, mais cela exigera une vision renouvelée et du courage. Le courage, c'est d'abord regarder en face les conséquences de sa propre inaction. Nous devons reconnaître nos vulnérabilités. Nous devons comprendre que sans autonomie stratégique, sans souveraineté énergétique et industrielle, il n'y aura pas d'indépendance. Sans indépendance, nous sommes voués à cette vassalisation lugubre.

Comment faire pour écrire une autre histoire européenne à l'horizon 2050 ?

Préparer l'Europe pour 2050 suppose d'agir sur trois fronts : fonder l'Europe des Armées (c'est le plus urgent), améliorer le fonctionnement des institutions existantes et, à plus long terme, préparer de nouveaux traités.

Vous employez le terme « Europe des Armées » plutôt que « Europe de la défense ». Pourquoi ?

La guerre frappe notre continent dans toutes ses dimensions : terre, air, mer, cyber, information, terrorisme, économie... Et pourtant nous restons interdits, paralysés, comme l'Europe enlevée par Zeus dans la mythologie grecque.

C'est d'autant plus absurde que le PIB de l'Union européenne, combiné à celui du Royaume-Uni, est dix fois supérieur à celui de la Russie. Le rapport des budgets de défense en parité de pouvoir d'achat est de 4 contre 3. Notre capacité de défense et de dissuasion dépend davantage de notre volonté politique que de notre poids économique.

Notre capacité d'action est forte au sein de l'OTAN, mais faible si nous agissons en dehors de ce cadre. Les F-35 de nos partenaires européens ne peuvent voler qu'avec l'accord des États-Unis et nos équipements sont disparates. Plus grave encore, nous ne disposons pas des outils politiques et de commandement permettant de mener des opérations militaires sans les Américains. La bonne réponse est donc l'« Europe des Armées » plus que l'« Europe de la défense ».

Pensez-vous qu'une coordination militaire puisse être assurée par l'Union européenne ?

Non, l'Union n'est pas le cadre approprié. Faire la guerre requiert un alignement politique que l'Union n'a pas su atteindre.

Quel doit alors être le périmètre de cette Europe des Armées ?

Le périmètre politique doit nécessairement être revu, et d'abord en y incluant le Royaume-Uni. Les Britanniques ont une histoire, une puissance militaire et un alignement sur l'essentiel avec nous qui nous permettent de travailler ensemble dans la phase qui s'ouvre. Le gouvernement britannique actuel partage cette vision. La nature de notre relation a changé : les Européens préparent désormais les grands sommets internationaux, en particulier le G7, aux côtés des Britanniques. Mieux encore, mes

homologues britannique et canadien, Rachel Reeves et François-Philippe Champagne, assistaient aux réunions tenues en marge des sommets européens Ecofin.

Au-delà des quatre membres européens du G7, le périmètre doit inclure les autres armées numériquement significatives de l'Union. Le Canada et la Norvège devront être associés s'ils le souhaitent. Au total, cette « Europe des Armées » réunirait plus d'un million de soldats à travers onze pays : la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Pologne, la Suède, les Pays-Bas, la Grèce et la Norvège pour l'Europe ; le Canada pour l'Amérique du Nord. Un statut particulier devra être établi avec l'Ukraine, aussi inclusif que possible dans le respect des termes du cessez-le-feu quand il sera signé.

Mais, concrètement, comment décide-t-on de faire la guerre à onze ?

Ce groupe de pays doit établir une structure intergouvernementale permanente assumant la responsabilité politique et prête à prendre des décisions en matière militaire. Cela suppose notamment de clarifier les procédures avec l'Allemagne, où c'est le Bundestag qui approuve les missions et opérations militaires. Le travail mené pour préparer le règlement de paix en Ukraine, dans le cadre de la Coalition des volontaires, confirme que les pays européens et alliés sont capables de s'organiser sans les États-Unis.

Quelle devrait être l'articulation avec l'OTAN ? Dans votre dystopie, les États-Unis l'ont-ils quittée ?

Les dirigeants européens peinent à concevoir un monde dans lequel les États-Unis ne soutiendraient pas l'Europe. Ils ont tort. La présidence Trump n'est pas un accident, et la période d'isolationnisme américain, inaugurée par Barack Obama, n'est pas près de s'achever.

C'est pour cette raison qu'il faudrait dès à présent nous organiser comme si nous devions assurer notre défense sans les États-Unis. À l'image de l'OTAN et en liaison constante avec elle, les pays de l'Union doivent établir un organe composé de représentants permanents prenant ses décisions à l'unanimité et doté d'un Secrétariat général. Il faut également un Comité militaire chargé d'élaborer les politiques et les concepts stratégiques. L'organisation militaire doit reproduire celle de l'OTAN, avec un Comité militaire, un quartier général et un commandement des opérations. Elle n'agira que si l'OTAN s'abstient.

Sur ce point, on constate clairement un retard politique, mais qu'en est-il du point de vue industriel ?

Nous n'avons pas pris un bon départ. La France lance un projet de porte-avions coûteux et purement national. Le « France Libre » aurait gagné à s'appeler « Europe Libre ». Le projet d'avion de chasse fait l'objet de batailles entre industriels que les États membres ne parviennent pas à arbitrer. Quant aux satellites de communication, les Européens devraient coopérer au sein d'Eutelsat – une seule constellation suffit – mais les Allemands envisagent un projet rival...

Que proposez-vous ?

L'« Europe des Armées » devrait établir une structure de recherche, de conception et d'acquisition, afin d'organiser la phase amont, de clarifier les besoins, d'identifier les groupes industriels capables d'y répondre et d'allouer l'investissement industriel aux pays participants et aux autres nations de l'Union.

Quelques principes directeurs s'imposent : les programmes déjà engagés doivent se poursuivre ; les nouveaux programmes devront être conçus et produits massivement par les pays de l'Europe des Armées et de l'Union européenne, avec des spécifications harmonisées pour éviter la fragmentation des commandes. Si des dépendances technologiques nous orientent vers des équipements américains, nous devons sécuriser une pleine liberté d'usage ; sinon, il faudra investir pour les fabriquer en Europe, à l'exemple de ce qu'a fait la Chine.

Les briques institutionnelles existent-elles déjà ?

Oui. Au sein de l'Union, on trouve le Programme européen pour l'industrie de défense (EDIP), l'Agence européenne de défense (AED) et le programme SAFE, qui mobilise 150 milliards d'euros de prêts européens pour soutenir les acquisitions conjointes d'équipements. À plus petite échelle, l'OCCAR réunit déjà six pays et travaille avec la Commission, l'AED et l'organisation responsable des acquisitions pour l'OTAN.

Faut-il une DARPA européenne ?

Ce serait un moyen d'accélérer et de stimuler l'innovation en Europe. L'occasion, aussi, de rapprocher les cultures de la France – qui dispose d'une puissante Délégation générale pour l'armement – et de l'Allemagne, où l'État supervise directement la recherche et l'acquisition. La recherche-développement qui précède les programmes d'armement dope la

productivité de toute l'économie, comme le montre l'exemple américain. C'est aussi pourquoi recherche et achat de matériels doivent être étroitement liés. Airbus et MBDA sont des exemples de coopération réussie. Aujourd'hui, c'est la volonté de compromis qui manque. Par le passé, c'étaient les crises qui permettaient de lever ces obstacles ; mais nos dirigeants n'ont pas encore saisi la gravité de celle que nous traversons.

Au-delà de la défense, vous jugez le fonctionnement de l'Union insatisfaisant. Par où commencer à la réformer ?

Soyons clairs : la gouvernance de l'Union ne fonctionne pas correctement. Le Conseil et la Commission sont faibles et divisés, les citoyens européens n'ont aucune idée de la façon dont ces organes fonctionnent – et, les ayant connus de l'intérieur, c'est probablement mieux ainsi.

Quelle devrait être la priorité ?

La première priorité est, bien sûr, de mettre en œuvre les rapports de Mario Draghi et d'Enrico Letta. L'absence de plan d'action est vraiment décourageante. Pour bâtir l'Europe de demain et nous rendre suffisamment dissuasifs, il faut nous affranchir de certaines contraintes de la méthode communautaire. Cela exige de l'agilité, de la flexibilité et de la détermination. Il y a deux étapes successives : la priorité immédiate est d'améliorer le fonctionnement de l'Union, réécrire les traités prendra plus de temps.

L'Union n'a-t-elle pas malgré tout démontré sa capacité à agir ?

Elle sait gérer les crises graves. Elle a su trouver rapidement des alternatives au gaz russe. Elle a négocié avec les Américains un accord tarifaire suffisamment protecteur. Elle a fait reculer Trump, pour le moment, sur ses ambitions au Groenland. En revanche, la réponse au *dumping* industriel chinois est bien trop lente, même si des progrès limités ont été réalisés sur l'acier et sur la priorité donnée aux achats européens. Comme l'écrit Pierre Haski dans *La fin d'un monde* : « Quand on a des doutes sur l'intégration européenne, il suffit de penser à la Chine et tout devient clair. » Nos politiques doivent être conçues pour que l'Europe survive dans le monde de Trump, Xi et Poutine.

Ce réarmement doit-il aussi être économique ?

Absolument. Dans plusieurs secteurs, l'introduction de droits de douane et de quotas est essentielle. En retour, ouvrons la porte à la Chine pour des investissements conjoints assortis de transferts de technologie, comme la Chine nous l'a imposé lorsqu'elle bâtissait son industrie.

En matière financière, il faut accélérer l'Union de l'épargne et de l'investissement – le nouveau nom de l'Union des marchés de capitaux – avec une autorité de supervision unique. Il faut prendre conscience que 300 milliards d'euros d'épargne des Européens alimentent chaque année la croissance américaine. C'est une occasion manquée intolérable et une absurdité que notre épargne serve à financer notre propre vassalisation.

Vous avez vu de l'intérieur, comme directeur général de la Caisse des Dépôts, la mécanique des financements européens. Quel est votre diagnostic ?

La complexité a atteint des niveaux inédits. Les règles, contraintes, contrôles, procédures et obligations de reporting sont tels que le déploiement des fonds est trop lent – le Fonds de soutien post-Covid est arrivé deux ans après la fin de la pandémie. La politique d'investissement est si sélective qu'elle n'autorise pas une prise de risque suffisante, pourtant nécessaire au nom de l'innovation. Elle est si lourde que beaucoup d'opérateurs la contournent purement et simplement, tandis que d'autres en ont fait une profession et un abonnement.

Quelle est la solution ?

Cessons de vouloir avancer à 27 sur tous les sujets. Faisons-le à 8 ou 10 là où c'est possible, et parions sur l'effet d'entraînement ! La coopération renforcée doit être établie ou réactivée dans les domaines de la transition écologique et énergétique, de l'innovation de rupture, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Lorsque j'étais ministre des Finances, à partir d'une initiative espagnole, nous avons créé en six mois un label « Finance Europe » avec quelques pays, pour mieux orienter l'épargne vers l'investissement en Europe. Cela a été obtenu par une coopération intergouvernementale efficace et rapide. Les événements du Golfe nous imposent d'accélérer.

Faut-il réformer la Commission ?

La Commission à 27 ne fonctionne pas bien, notamment en raison du grand nombre de commissaires. Idéalement, il faudrait le réduire, ce qui implique

d'accepter le principe de rotation pour les pays les moins peuplés. Cela promet des débats animés, mais je rappelle que les traités permettent déjà qu'il y ait moins de commissaires que d'États membres.

Ce pari intergouvernemental ne risque-t-il pas d'accélérer l'atrophie du futur en Europe ? On le voit bien aujourd'hui : l'ensemble des dirigeants sont affaiblis par des fronts internes et ne parviennent pas, à de rares exceptions près, à exprimer une vision qui dépasse les cycles politiques particulièrement courts.

C'est la difficulté de la période : aucun pays d'Europe n'est assez puissant pour faire face aux empires, et ensemble nous sommes pétrifiés. C'est pour cela que je plaide pour la multiplication des coopérations renforcées, qui pourront réunir un nombre réduit de pays sur la base d'une volonté politique partagée. C'est ce que nous avons fait en créant l'euro, une des plus belles réussites de l'Europe.

Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette solution, il faut aussi que l'Union fonctionne mieux à 27, c'est pour cette raison que je plaide pour sortir de l'unanimité. Le champ du vote à la majorité qualifiée doit être élargi.

À quels domaines ?

La fiscalité est le premier sujet à traiter. Dans un pays fédéral comme les États-Unis, les taux de certains grands impôts varient d'un État à l'autre mais les bases sont les mêmes. En Europe, il faut harmoniser les assiettes fiscales et le fonctionnement des différents impôts.

Les taux doivent aussi être encadrés pour prévenir la concurrence fiscale excessive de certains pays : je pense à l'Irlande pour les entreprises, au Luxembourg pour l'épargne, à l'Italie pour les grandes fortunes. Il faut également harmoniser les nouvelles taxes liées aux services numériques et à la fiscalité verte, ce qui renforcerait le 28^e régime fiscal à créer.

Cela doit aller de pair avec la convergence des droits sociaux. En France, nous parlons d'un « sac à dos social » qui accompagne le salarié. Les salariés européens doivent pouvoir disposer de sacs à dos comparables. Les niveaux varieront, bien sûr – le salaire minimum ou la couverture santé dépendent de la richesse d'un pays. L'Europe offre déjà à ses citoyens la protection de l'État de droit garantie par les cours européennes, elle offrirait ainsi une protection sociale plus uniforme.

Cette réorganisation institutionnelle pourrait entretenir et même faire proliférer une complexité plus grande encore... Vous ne semblez pourtant pas intéressé par une solution fédérale, même à l'horizon 2050. Pourquoi ?

Les 27 ne sont pas les 50 États américains, ni même les 13 colonies de 1776. Nous avons déjà de nombreux cercles : le Conseil de l'Europe, l'AELE, l'Union douanière, l'Union européenne, la zone euro, l'OSCE... et demain l'Europe des Armées. Les cultures sont diverses, les langues innombrables. Peter Sloterdijk écrivait : « De Charlemagne à Napoléon, le spectre de l'Empire romain n'a jamais quitté l'Europe. » Mais l'Empire romain a fini par s'effondrer sous son propre poids et son manque d'unité. Nous en sommes les descendants, mais par des chemins culturels et religieux divers, ce qui limite aujourd'hui le degré d'intégration atteignable.

Quelle voie reste-t-il alors ?

Donnons une impulsion nouvelle et une vision fédératrice. Je reviens à la mémoire mythifiée de l'Europe des Six. Une idée serait de nous appuyer sur les six pays fondateurs pour franchir une nouvelle étape : la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Les Six recouvrent en partie l'empire de Charlemagne, ce qui représente une forme de cohérence historique – Charlemagne est né quelque part au centre de cette région, à Prüm ou à Aix-la-Chapelle.

Mais une autre « Europe des Six », celle des principales économies, suscite un intérêt croissant. Cette idée a été avancée dès 1994 par Wolfgang Schäuble et Karl Lamers. Elle a récemment été relancée par mon ami Lars Klingbeil, vice-chancelier et ministre des Finances allemand, avec un sous-groupe Ecofin au format E6.

C'est une option qui a étonnamment peu été débattue. En quoi consisterait-elle et pourquoi pensez-vous qu'elle permettrait de sortir de l'impasse ?

Ce groupe rassemble les six plus grandes économies de l'Union : l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et l'Espagne. Pour l'Allemagne, il s'agit d'une sorte de force d'entraînement pour accélérer l'agenda de la Commission, notamment sur les questions financières. Mais le niveau d'ambition pourrait être relevé, comme le proposait Bruno Le Maire dans ces pages.

Les Six pourraient établir une véritable structure fédérale, qui nous représenterait hors de l'Union et prendrait directement en charge de

grandes politiques publiques : enseignement supérieur et recherche, environnement et affaires maritimes, transport, infrastructures, énergie... Les Six veilleraient à adopter une position unifiée au sein des institutions de l'Union.

En somme, je propose de rendre l'Union plus adaptable et plus flexible, tout en bâtissant en son sein un État fédéral qui en serait le moteur, et dont le périmètre doit faire l'objet d'un débat ouvert. Voilà un magnifique champ de réflexion pour les politistes et les constitutionnalistes. Comme dirait le Petit Prince : « S'il te plaît, dessine-moi une fédération ».

Au plus fort des périls, De Gaulle et Churchill ont pensé unir leurs deux pays en un seul. La menace n'est pas (encore) de la même intensité, mais il est utile de prendre conscience de l'inertie dans laquelle nous nous trouvons, de comprendre l'urgence d'agir. Notre devoir est d'éviter tout scénario catastrophique à l'horizon 2050.

L'une des manières de sortir de cette abstraction consiste à penser en termes territoriaux. Dans votre vision du futur de l'Union, jusqu'où l'Europe devrait-elle s'étendre géographiquement ?

Je ne vois aucune raison d'exclure un pays européen, y compris la Turquie. Et aucune raison d'inclure un pays non européen. Appliquer cette règle conduirait à un nombre de pays encore supérieur aux 27 actuels. Or plus il y a de wagons, plus il faut une locomotive et une vision pour insuffler une vie nouvelle à l'ensemble.

Dans cette reconfiguration, n'y a-t-il pas un nouveau rôle à donner aux peuples ?

J'en suis convaincu. La démocratie européenne ne peut pas être une somme d'élections nationales. Pour que les alliances qui se forment au Parlement européen correspondent mieux à la volonté des électeurs, nous pourrions organiser le vote aux élections européennes sur la base de listes européennes, constituées en respectant les équilibres nationaux.

Mais, auparavant, les Français doivent se prononcer en 2027. L'Europe est une des clefs de notre avenir. C'est aussi le pilier de notre sécurité collective, dans un continent aujourd'hui en guerre. Il est nécessaire que les candidats prennent position sur ces grandes options, car il appartiendra au prochain chef ou à la prochaine cheffe de l'État de choisir le chemin. C'est peut-être la question la plus grave qui devra être traitée pendant le prochain quinquennat.

Nous sommes dans une terrible procrastination, car nous ne savons pas comment répondre à ces immenses défis : résister, nous affirmer, vivre en paix, proposer au reste du monde une société véritablement démocratique. Comme Hannibal à Capoue, nous nous demandons pourquoi renoncer à la facilité – et c’est bien là le choix qui se présente à nous. La décision reviendra au peuple.

SOURCES

- ① Le projet « Europe 2050 : Geometries of peace, power, and prosperity » est dirigé par Olivier Blanchard, Pascal Lamy, Enrico Letta et Beatrice Weder di Mauro dans le cadre du CEPR présidé par cette dernière. Le Grand Continent a publié une pièce de doctrine s’inspirant de son manifeste. ↑